

ration parisienne, port fluvial de Lille) [14 décembre 1954] (p. 6342 et suiv.) ; Chap. 53-32 : *Travaux de défense contre les eaux (Escaut)* (p. 6348) ; Etat A, Chap. 45-42 : *Electrification des voies ferrées Paris—Lille* [15 décembre 1954] (p. 6392) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 43-72 : *Son amendement indicatif (Pourcentage des crédits de constructions affectés aux commandes artistiques)* [13 décembre 1954] (p. 6236) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 46-91 : *Régime de sécurité sociale des artistes musiciens et littérateurs, édification d'une cité des artistes dans le parc de Beauregard* (p. 6244) ; Etat B, Chap. 56-80 : *Son amendement indicatif (Restauration des monuments historiques du Nord)* (p. 6248 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION, pour 1955, Etat A, Chap. 48-92 : *Dommages de guerre : évaluations non effectuées, carence quant au programme de travaux, plan de priorités et plan de financement, fluctuations et empirisme, austérité, Commissions cantonales, évaluations révisibles, responsabilités, codification des textes, ingérence des administrations centrales* [24 janvier 1955] (p. 177 à 179) ; Etat D, paragraphe 1^{er}, ligne deuxième : *Plan de financement du 28 octobre 1946 pour le règlement des dommages de guerre* [26 janvier 1955] (p. 243) ; ligne neuvième : *Sinistrés hors de France* (p. 245) ; *Sinistrés étrangers* (ibid.) ; paragraphe 2, ligne sixième : *Essor architectural et crédits pour les sinistrés* (p. 250) ; Art. 4 : *Sa demande de réserver l'article 4 de l'état D* (p. 251) ; *Son article additionnel (Collectivités locales et démolition d'immeubles insalubres)* (p. 276) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 9 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Courant (Règlements de réquisitions par les Allemands ou les alliés)* (p. 285 à 288) ; *Article 68 du règlement et article 16 de la Constitution* [27 janvier 1955] (p. 305) ; *Article additionnel de M. Kaufmann (« Plancher » des indemnités des sinistrés)* (p. 347) ; *Son article additionnel (Transformation de postes)* (p. 352, 353) ; *le retire* (p. 353). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Naves (Nord) au cours de la dernière campagne électorale [3 mai 1955] (p. 2426). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Situation et besoins des houillères et des entreprises*

sidérurgiques du Nord ; le canal du Nord [25 mai 1955] (p. 3013 à 3016). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents des élections municipales de Lille [21 juin 1955] (p. 3168). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la législation sur les dommages de guerre, Art. 6 : *Indemnisation des sociétés à participation étrangère, sinistrées* [26 juillet 1955] (p. 4290). = S'excuse de son absence [4 décembre 1951] (p. 8774) ; [29 février 1952] (p. 1165) ; [29 janvier 1953] (p. 644) ; [20 juillet 1954] (p. 3420) ; [27 juillet 1954] (p. 3622) ; [12 mai 1955] (p. 2695) ; = Obtient des congés [4 décembre 1951] (p. 8774) ; [29 février 1952] (p. 1165) ; [29 janvier 1953] (p. 644) ; [20 juillet 1954] (p. 3420) ; [27 juillet 1954] (p. 3622) ; [12 mai 1955] (p. 2695).

NOCHER (M. Jean) (CHARON GASTON, dit),
Député de la Loire (N.I.).

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6134). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**).

Dépôt :

Le 25 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures en vue de distribuer gratuitement aux vieux, aux économiquement faibles et à diverses catégories de consommateurs, une partie des stocks excédentaires de charbon qui sont en perdition sur le carreau de nos mines, **n° 7900**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la presse ; Article premier : *Son amendement tendant à prévoir la désignation d'un co-directeur de publication non couvert par l'immunité* [8 novembre 1951] (p. 7723 et suiv.) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; **RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION**, Chap. 4120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Partialité*

des commentateurs en faveur du Gouvernement) [19 décembre 1951] (p. 9335 et suiv.). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur, une question relative à l'attitude d'un préfet à l'égard d'un député [21 mars 1952] (p. 1424). — Dépose une demande d'interpellation : sur le système judiciaire qui permet aux grands coupables d'échapper à la justice, tandis que les petits sont durement et parfois injustement frappés [25 mars 1952] (p. 1956); — sur l'incohérence et l'arbitraire de certaines enquêtes policières, et les noyautages qui paralysent nos multiples directions de police [28 octobre 1952] (p. 4512). — Est entendu : sur la fixation de l'ordre du jour : *Discussion d'une proposition relative aux tréfonciers de la Loire* [27 mars 1953] (p. 2464); — sur un rappel au Règlement de M. Lussy : *Demande de convocation formulée par 213 députés, précisions sur les modalités de sa propre demande écrite, écartée par le Bureau* [6 octobre 1953] (p. 4012). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Parallélisme du mécontentement ouvrier et paysan, symptôme d'impuissance et de démission du régime; Possible dissolution de l'Assemblée* [22 octobre 1953] (p. 4478); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (L'insuffisance des 12 divisions allemandes devant l'U.R.S.S., le traité de Paris-Bonn surtout favorable à l'Allemagne, l'abandon des territoires d'outre-mer, les revendications allemandes, les inconvénients du pool charbon-acier laissant prévoir les dangers d'une Europe intégrée)* [19 novembre 1953] (p. 5304 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement [31 décembre 1953] (p. 7281). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation sur la politique générale du Gouvernement (Après l'élection de M. le Président de la République) : *Discussion générale (Observations sur : le marasme des affaires, fruit de l'immobilisme gouvernemental et d'une diplomatie « insensée », et l'absence de toute majorité réelle, démontrée au Congrès de Versailles)* [6 janvier 1954] (p. 11 et 12). — Dépose une demande d'interpellation sur les abus du pouvoir dont un journal spécialisé dans l'automobile a récemment été victime et les infractions aux lois garantissant la liberté de la presse [23 février 1954] (p. 466). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'une proposition de loi

relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux du bassin de la Loire : *Discussion générale (Défense des droits des tréfonciers de la Loire, menace du pool charbon-acier pour le bassin de la Loire)* [10 juin 1954] (p. 2910, 2911); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Sa motion préjudicielle (Inéligibilité des députés de la deuxième législature pendant la durée de la troisième)* [31 octobre 1955] (p. 5415, 5416); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées* [2 novembre 1955] (p. 5480, 5481); *Allusion au Maréchal Juin* (p. 5481). = S'excuse de son absence [2 juillet 1953] (p. 3210). = Obtient un congé [2 juillet 1953] (p. 3210).

LA NOE (M. Robert de), Député du Morbihan (I.P.).

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des boissons [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

NOEL (M. Léon), Député de l'Yonne (R.S.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6004). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. 482**); de la Commission de la justice et de législation [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à la suppression des droits de mutation en matière de succession en ligne directe et entre époux, **n° 1602**. — Le 23 mars 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 45 et 46 de la Constitution, **n° 10491**.